



PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction des Collectivités Locales  
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ

du **27 FEV. 2017**

fixant des prescriptions complémentaires transitoires à la société SENERVAL à STRASBOURG.  
Installation de maturation et d'élaboration des mâchefers (IME) – chargement et déchargement des  
déchets non-dangereux orientés vers d'autres sites de traitement pendant  
l'arrêt de l'incinérateur du Rohrschollen (centre de transit)

Le Préfet de la Région Grand Est  
Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est  
Préfet du Bas-Rhin

- VU le Code de l'Environnement, livre V, titre 1<sup>er</sup> relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1996 autorisant l'exploitation d'un centre de maturation et de traitement de mâchefers (installation de maturation et d'élaboration des mâchefers IME),
- VU le dossier daté transmis le 19 octobre 2016 intitulé « *Dossier de porter à connaissance. Installation de maturation et d'élaboration de mâchefers de Sénerval. Demande de création d'un centre de transfert provisoire (67)* » par lequel la société Sénerval porte à la connaissance du préfet du Bas-Rhin, en application de l'article R 512-33 II du code de l'environnement, le changement projeté du mode d'exploitation de ses installations autorisées le 22 mai 1996 et consistant à y aménager transitoirement un poste de transfert des déchets non-dangereux de la collecte des déchets ménagers,
- VU la lettre du **9 DEC. 2016** du préfet du Bas-Rhin statuant sur le caractère non-substantiel de la modification projetée,
- VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées,
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques, lors de sa séance du **1 FEV. 2017**

CONSIDÉRANT le caractère non-substantiel du changement notifié le 19 octobre 2016,

CONSIDÉRANT que les prescriptions associées à l'autorisation du 22 mai 1996 et visant à la prévention et à la limitation des risques et inconvénients résultant de l'exploitation nécessitent d'être aménagées pour la durée d'exploitation du centre de transit provisoire de déchets ménagers,

CONSIDÉRANT que les propositions de l'exploitant pour la maîtrise des risques et inconvénients sont proportionnées et pertinentes et qu'elles peuvent ainsi fonder des prescriptions adaptées concernant l'entreposage et la manipulation à couvert des déchets, la limitation de la quantité des déchets présents et de la durée de leur présence, le nettoyage et la désinfection périodique du bâtiment, la collecte et l'orientation des eaux, la prévention et la réduction des émissions olfactives, les moyens de prévention de l'incendie et de lutte contre un sinistre,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture,

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 :

Pendant la durée d'indisponibilité de l'incinérateur de déchets non-dangereux du Rohrschollen :

- l'installation de maturation et d'élaboration des mâchefers (IME) autorisée le 22 mai 1996 est aménagée en centre de transit pour la réception, le rechargement et l'expédition par la société SENERVAL (3, route du Rohrschollen, 67100 STRASBOURG) des déchets non-dangereux à destination des installations destinées à les traiter,
- les prescriptions d'aménagement et d'exploitation du présent arrêté se substituent transitoirement à celles de l'arrêté préfectoral du 22 mai 1996.

A l'issue de cette période d'indisponibilité de l'incinérateur et au plus tard au 31 mai 2019, le centre de transit, soit les équipements mis en place pour la réception, le rechargement et l'expédition des déchets non-dangereux est démantelé et le site de l'IME est rendu à sa destination initiale.

### ARTICLE 2 :

#### 2.1 Activités réalisées

L'IME est débarrassée des mâchefers préalablement à l'exploitation du centre de transit.  
La réception, le broyage et l'évacuation des encombrants sont maintenus.

Le centre de transit ne reçoit pas directement de déchets d'activité économique, uniquement des bennes à ordures ménagères.

Les déchets sont déchargés et rechargés dans un bâtiment fermé. L'aire de stockage à l'intérieur du bâtiment (1600 m<sup>2</sup>) est matérialisée par un marquage au sol.

Aucun déchet n'est stocké, même pour une courte durée, hors de ce bâtiment.

La quantité maximale de déchets présente instantanément ne dépasse pas 1000 tonnes. L'exploitant est à même d'en justifier à tout moment.

En fin de journée, après la dernière des opérations de chargement pour enlèvement, il ne subsiste pas plus de 300 tonnes de déchets dans le bâtiment. Ce stock résiduel est enlevé en priorité le lendemain (ou le lundi à l'issue du week-end ou le surlendemain en cas de jour férié).

Une dizaine de fois dans l'année ce stock pourra atteindre 1000 tonnes entre le samedi soir et le lundi matin, exclusivement lorsqu'un jour férié de la semaine impose un rattrapage de la collecte le samedi.

Aucun déchet ne demeure plus de 72 heures dans l'installation.

Un chargeur de secours est disponible en permanence pour suppléer à une éventuelle panne ou indisponibilité des trois machines en exploitation.

#### 2.2 Horaires de fonctionnement

Les apports de déchets ont lieu dans la plage horaire 5 heures - 21 heures, hors événements particuliers où des déchargements nocturnes pourront avoir lieu (ex : braderies)

Les chargements des véhicules en partance s'effectuent durant les plages horaires 5 heures- 20 h.

#### 2.3 Prévention des nuisances et des envols

Un système de brumisation en quatre points est mis en œuvre pour l'abattement des émissions diffuses de poussières.

Ce système de brumisation est aussi utilisable pour la dispersion de produits masquants des émissions olfactives.

Dès la fin des opérations de déchargement, des filets anti-envols dont la maille est suffisamment réduite pour empêcher l'entrée d'oiseaux, ferment le bâtiment.

Des portes à fermeture rapide sont actionnées pour l'entrée et la sortie des véhicules de transfert vers les installations de traitement des déchets.

Les envols qui se produisent malgré ces dispositifs sont ramassés à des périodicités adaptées.

L'intérieur du bâtiment est nettoyé et désinfecté toutes les semaines. Il est dératisé.

## **2.4 Gestion des eaux :**

### **2.4.1. Eaux pluviales et de ruissellement**

Les eaux pluviales et de ruissellement sont orientées vers le bassin existant de l'IME par un réseau spécifique. Une étude de traitement est effectuée pour leur bonne orientation.

En tout état de cause ces eaux ne peuvent rejoindre le réseau public si elles dépassent les valeurs-limites du tableau ci-dessous :

Paramètre	Valeur limite
pH	Compris entre 5,5 et 8,5
Température	Inférieure ou égale à 30 °C
MEST	600 mg/l
DCO	450 mg/l
DBO5	800 mg/l
Rapport DCO/DBO5	2,5
Azote global	15 mg/l
Phosphore total	1,5 mg/l
Chlorures	750 mg/l
Hydrocarbures totaux	5 mg/l

Indépendamment de leur orientation, les eaux de ruissellement sont contrôlées mensuellement suivant au minimum l'ensemble des paramètres ci-dessus.

Les résultats des analyses des eaux, y compris ceux effectués suivant d'autres paramètres -pour par exemple l'admission en centre de traitement des déchets- sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Tout dépassement des valeurs-limites est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans un délai de trois jours suivant sa prise de connaissance par l'exploitant avec des commentaires sur l'origine du dépassement et les moyens mis en œuvre pour éviter sa reproduction.

### **2.4.2. Eaux de ressuvage des déchets et de nettoyage**

Ces eaux proviennent :

- des déchets,
- du nettoyage du bâtiment.

Elles ne peuvent être envoyées au réseau d'assainissement que sous réserve du respect des valeurs-limites du tableau du point 2.4.1 ci-dessus.

Les conditions de leur surveillance, de la tenue à disposition de l'inspection des installations classées des résultats de cette surveillance et de l'information de cette inspection en cas de dépassement des valeurs-limites sont les mêmes que celles prescrites pour les eaux de ruissellement

A défaut de pouvoir être rejetées, ces eaux sont traitées comme des déchets.

Leur stockage en attente d'évacuation pour rejet ou destruction est effectué en récipient fermé placé sur capacité de rétention.

## **2.5 Prévention des risques d'incendie**

### **2.5.1 Aménagement, surveillance**

Le bâtiment compte trois murs coupe-feu (REI 120) de 4,95 m de haut.

Une présence humaine est assurée 24 heures sur 24.

### **2.5.2 Disponibilité en moyens d'extinction et confinement des eaux polluées d'extinction.**

Un système d'extinction automatique à l'eau est en place, il compte une tête pour 6 m<sup>2</sup> et couvre l'ensemble de la surface de stockage de 1600 m<sup>2</sup>.

Un débit de 150 m<sup>3</sup>/h pendant deux heures est fourni par un groupe motopompe alimenté par la darse IV.

Les eaux d'extinction polluées sont collectées dans le bassin de collecte des eaux de ruissellement qui doit en permanence offrir la capacité minimale requise, soit 700 m<sup>3</sup>. Un marquage permet de visualiser la cote maximale des eaux de ruissellement garantissant que ce volume est disponible.

## **ARTICLE 3- PUBLICITÉ**

En vue de l'information des tiers, les mesures de publicité prévues à l'article R.512-39 du code de l'environnement, sont mises en œuvre.

## **ARTICLE 4- FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de l'exploitant.

## **ARTICLE 5- SANCTIONS**

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des dispositions du chapitre IV du titre Ier du livre V du code de l'environnement.

#### ARTICLE 6- EXÉCUTION

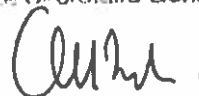
- Le Secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- Le Maire de la ville de Strasbourg,
- Le Sous-Préfet,
- Les inspecteurs des installations classées de la DREAL,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera notifiée à la société SENERVAL à Strasbourg.

LE PRÉFET,

P. le Préfet,

Le Secrétaire Général



**Christian RIGUET**

**Délais et voie de recours (article R.514-3-1 du code de l'environnement)** La présente décision peut être déférée au tribunal administratif :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où elle a été notifiée,
- par les tiers, les communes intéressées ou leurs groupements (...), dans un délai de un an à compter de sa publication ou de son affichage.

